

Unité Bi-Départementale Eure Orne
1, avenue Foch CS 50021
27020 Évreux

Évreux, le 21/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOFRASTOCK INTERNATIONAL

Rue des Aérodomes
27220 Saint-André-de-l'Eure

Références :

Code AIOT : 0005800942

Pièces jointes :

- Annexe confidentielle : /
- Autres annexes : projet d'abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2023 dans l'établissement SOFRASTOCK INTERNATIONAL implanté Rue des Aérodomes 27220 Saint-André-de-l'Eure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le but de cette inspection est de contrôler le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° UBDEO/ERC/21/137 signé le 22 novembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFRASTOCK INTERNATIONAL
- Rue des Aérodromes 27220 Saint-André-de-l'Eure
- Code AIOT : 0005800942
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOFRASTOCK est une société de prestations logistiques pour l'industrie automobile RENAULT.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 7.7.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est proposé à Monsieur le préfet de l'Eure de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° UBDEO/ERC/21/137 du 22 novembre 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>L'inspection a porté uniquement sur les points suivants de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel qui comprend au moins : <ul style="list-style-type: none"> - une alimentation en eau incendie capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 360m³/h avec une pression dynamique de 1 bar minimum pendant au moins 2 heures. Ce débit peut être obtenu par plusieurs sources distinctes. - au moins 18 poteaux incendie munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Ces prises d'eau sont placées à moins de 100m des différents bâtiments par les chemins praticables et en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci. L'ensemble de ces hydrants doit être en mesure de fournir un débit simultané correspondant au minimum à 6000l/mm. - des ressources en eaux suffisantes (capacité d'alimentation en eau incendie de 360m³/h pendant 2 heures minimum et volume d'eau disponible de 720m³) pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage. Il doit exister en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.
<p>Constats :</p> <p>Le respect de cette prescription fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° UBDEO/ERC/21/137 signé le 22 novembre 2021. L'exploitant disposait d'un délai de 7 mois pour être en conformité. L'exploitant a procédé à la mise à jour de son besoin en eau incendie sur la base du guide pratique D9 d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie. Il s'avère que ce sont les bâtiments 16-17-18 (pris ensemble) qui nécessite le besoin le plus important qui s'élève à 825 m³/h par conséquent, un débit de 720 m³/h est retenu forfaitairement soit un besoin en eau pour 2 heures de 1440 m³. Pour ce faire, l'exploitant a mis en place une réserve d'eau souple aérienne de 1500 m³ (dimension L 43,8m, l 23,70m et h 1,6m) ainsi qu'un poteau d'aspiration et 2 groupes motopompe de 720 m³/h. Ce réseau alimente les 22 poteaux incendie internes au site. L'inspection a visualisé, lors de l'inspection précédente, la réserve d'eau et les 2 groupes motopompe. L'exploitant a procédé le 2 décembre à des essais d'une part, en mesurant la pression et le débit sur 12 poteaux incendie (1 à 11 et 22) pris chacun individuellement : les mesures se sont révélées conformes, puis d'autre part sur une mesure en fonctionnement simultané des poteaux 2,4 et 5 : les mesures se sont révélées non-conformes (inférieures à 60m³/h pour 4 et 5 et un débit à 0 pour le poteau 2). Suite à ces résultats un délai supplémentaire a été donné à l'exploitant afin qu'il puisse rechercher les causes de ce déficit et puisse y remédier. Les travaux suivants ont été effectués :- recherche de fuite,- une purge complète en vue de chasser l'air du réseau,- intervention du fournisseur des pompes afin de reprendre leurs réglages pour augmenter la puissance des pompes en charge. Le 4 avril 2023, la</p>

société BEDRICH a procédé à un contrôle en simultané des poteaux incendie n° 11, 12, 13, 14 et 18 (poteaux en proximité des bâtiments 16, 17 et 18), le débit simultané a été mesuré à 863 m³/h. Par conséquent, l'installation respecte les nouveaux débits définis par l'application du Guide pratique D9. Il est donc proposé à Monsieur le préfet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° UBDEO/ERC/21/137 signé le 22 novembre 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet